



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau de l'environnement  
et des politiques de développement durable

D.R.I.R.E.  
d'Ile de France  
Groupe de subdivisions de Seine-et-Marne

11 Mars 2006

nc  
1  
Récépissé de déclaration n° 15613  
d'une installation classée pour la protection de  
l'environnement.

Code de l'Environnement  
Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié

Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Donne récépissé à la société TRANSALDIS, domicilié rue Charles Coulomb à Mitry Mory (77290) de sa déclaration, concernant l'exploitation et le stockage de liquide inflammables sur le site de Mitry-Mory.

Cette installation est visée par les rubriques 1450.2-1432.2-1434.1 de la nomenclature actuelle.

### PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

En application du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, le déclarant devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes, ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent récépissé de déclaration est délivré uniquement dans le cadre de la législation des installations classées, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre réglementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire, occupation du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la réglementation d'urbanisme, de celle des lotissements etc...).

### MODIFICATION DE L'INSTALLATION (article 31 du décret) :

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet de Seine et Marne, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

### TRANSFERT DE L'INSTALLATION (article 31 du décret) :

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

.../...

**DELAI DE VALIDITE (article 32 du décret) :**

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**ACCIDENT-INCIDENT (article 38 du décret) :**

L'exploitant d'une installation soumise à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

**INFORMATION DES TIERS (article 27 du décret) :**

Le préfet donne récépissé de la déclaration et communique au déclarant une copie des prescriptions générales applicables à l'installation.

Le maire de la commune où l'installation doit être exploitée (à Paris, le commissaire de police) reçoit une copie de cette déclaration et le texte des prescriptions générales. Une copie du récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie (à Paris, au commissariat de police) avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire (à Paris, par ceux du commissaire de police).

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions peuvent être exclues de cette publicité lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

Fait à Melun, le 27 février 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur des Actions Interministérielles  
et du Développement Durable

  
Maurice VAILLANT

**DESTINATAIRES :**

- le déclarant
- le Maire de Mitry-Mory
- le directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le directeur départemental de l'équipement,
- le directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie
- le directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris
- le directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple

---

une copie du présent récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales (application de l'article 27 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié).